

Tribune socialiste

N° 0 / 1^{ER} DÉCEMBRE 1966 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Socialisme ou democratie ?

Edouard Depreux

La force devenue folle

Marc Vautier

La course aux fusions est engagée

Jacques Malterre

les jeunes medecins

Jacques Kergoat

Les revoltes d'Accra

Manuel Bridier

Pourquoi Grenoble

Gilles Martinet

LORSQU'ILS se sont arrêtés à la date du 30 avril, les organisateurs de la rencontre de Grenoble ne savaient évidemment pas quelle serait, à ce moment-là, la situation politique. Eh bien ! il faut maintenant l'admettre : aucune date ne pouvait mieux convenir.

Moins de cinq mois se sont écoulés depuis l'élection présidentielle. Les grands espoirs que les résultats à cette élection avaient fait naître dans la gauche ne se sont sans doute pas évanouis, mais ils se sont singulièrement attiédis. On a vu à quel point l'unité des forces populaires était

encore fragile et incertaine. On a vu aussi combien il allait être difficile d'arracher au gaullisme et au centrisme cette fraction du corps électoral dont la gauche a besoin pour faire une majorité. Réduite à ses seuls aspects tactiques, l'unité permet de conserver l'essentiel du terrain qui nous reste : elle ne suffit pas à déclencher une dynamique de victoire.

Il faut donc dépasser le domaine de la tactique et avoir le courage de poser les problèmes de fond. La gauche n'a de chance de l'emporter que si elle sait ce qu'elle veut, que si elle est capable d'indiquer clairement au

pays ce qu'elle ferait une fois parvenue au pouvoir.

Or, le pays a aujourd'hui un sentiment très différent. Il s'est aperçu au moment du débat sur la motion de censure que la gauche n'avait pas de politique étrangère commune. Il va découvrir assez vite qu'elle a, à propos du problème du Sénat comme à propos du problème plus général des institutions, des vues contradictoires. Et si les grévistes de ces dernières semaines savent que la gauche les appuie et les encourage, ils savent



également qu'elle ne leur ouvre sur le plan économique aucune autre perspective, que ces objectifs revendicatifs qu'ils ont eux-mêmes déterminés mais qu'ils ne parviennent pas à atteindre parce qu'ils auraient besoin pour cela d'inscrire leur action dans un cadre plus vaste et d'entreprendre la conquête de nouvelles positions de pouvoir.

C'est dans ce climat que Grenoble prend tout son sens.

Grenoble n'est pas une opération tactique. Grenoble rassemble ceux qui durant ces dernières années ont travaillé au renouvellement de la gauche et qui éprouvent maintenant le besoin de démontrer : 1°) que cet effort n'a pas été vain puisqu'il a permis de nombreuses convergences ; 2°) qu'il est maintenant à la fois possible et nécessaire d'aborder un certain nombre de difficultés qui font obstacle à l'unité et au développement de la gauche.

Peut-on mener une politique socialiste tout en demeurant dans le Marché commun ? Et sans procéder à de nouvelles et importantes nationalisations ? Un gouvernement de gauche aurait-il les moyens de résister au sabotage économique des classes dirigeantes ? Devra-t-il maintenir de très fortes différenciations dans la rémunération du travail ? Qu'est-ce que le pluralisme politique dans un Etat socialiste ?

Ce sont là quelques-unes des questions qui seront discutées à Grenoble. Il ne s'agit pas de questions abs-

traies mais de problèmes brûlants sur lesquels des centaines de milliers de travailleurs s'interrogent. Ces problèmes sont traités dans les cinq rapports préliminaires d'une manière directe, franche, réaliste, avec un grand souci d'honnêteté. Grenoble, de ce point de vue, sera le colloque de l'antidémagogie.

Mais ce réalisme, nous demandent un certain nombre de nos amis, ne risque-t-il pas de créer certaines ambiguïtés ?

Le risque existe. Il serait difficile de vouloir le nier. Dans la mesure où la gauche se hasarde hors des vieilles citadelles, elle se heurte à la réalité du monde moderne, réalité pleine de possibilités pour la démocratie, mais aussi bourrée de dangers technocratiques et d'illusions néocapitalistes. Refuser de côtoyer ces dangers sous le prétexte de ne pas déplaire à ce fidèle gardien de la tradition socialiste qui s'appelle Guy Mollet, serait enfantin et ridicule. Mais se taire sur l'existence de ces dangers seraient non moins absurde.

Grenoble, c'est aussi un débat. Un vrai débat que les socialistes que nous sommes doivent aborder dans un esprit de compréhension et de fermeté. Nous n'avons pas à jeter par-dessus bord ce qui a fait jusqu'à présent le sens de notre combat. Nous ne pouvons pas oublier la finalité du socialisme qui n'est pas simplement égalité des chances, rationalité économique, adaptations aux mécanismes du marché, mais qui est

avant tout extension de la propriété sociale au détriment de la propriété privée, prédominance de la planification sur le marché, participation à la gestion de l'économie et de l'Etat.

Sans doute — et c'est je crois l'un des postulats de Grenoble — il n'est plus possible de raisonner aujourd'hui comme si nous étions à la veille d'une crise révolutionnaire classique. Ce genre de crise ne se produira probablement plus dans l'Occident capitaliste. « Notre tâche, comme l'a dit récemment Lelio Basso, est donc de nous battre jour après jour pour modifier les structures de la société dans laquelle nous vivons et pour y transformer les rapports de pouvoir. » Mais voilà justement le point important, la mouvante mais réelle frontière qui sépare le modernisme gauchissant du modernisme socialiste. Ou notre action a simplement pour but d'établir un contrat de gouvernement applicable par la gauche telle qu'elle est aujourd'hui, ou elle tend à transformer cette gauche et à l'orienter vers la première étape d'un combat dont le succès final ne sera assuré qu'au prix de nouveaux bonds en avant.

L'expérience démontre que la première voie n'aboutit qu'à des impasses. La seconde n'a jamais été véritablement tentée dans ce pays. C'est d'elle pourtant que dépend le sort du socialisme non seulement en France mais dans toute l'Europe.

De cela aussi on discutera à Grenoble. Et de la bonne manière.

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Maquette :

Claude Picart

Administration :
54, Boulevard Garibaldi
Paris 15^{ème} - SUF. 19-20

*Publicité générale au Siège
de l'administration*

Publicité littéraire :
71, Rue des Saints-Pères
Paris 6^{ème}

Abonnements :
C. C. P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :

Roger Cerat

MORIAME - PARIS 1966

Résolution politique du C.P.N. des 11 et 12 novembre

LES élections générales de 1967 annoncent déjà, sous bien des aspects, les premières batailles de l'après-gaullisme. Sous l'autorité déclinante du général de Gaulle, se met en place une vaste coalition réactionnaire, préfiguration d'un grand parti conservateur moderne allant de Giscard d'Estaing au centre démocrate. Les profiteurs de l'expansion de ces quinze dernières années entendent aujourd'hui consolider les situations acquises : le V^e Plan et les diverses mesures administratives qui l'accompagnent visent à perpétuer la gestion commune du pouvoir par l'Etat technocratique et le grand capital, tandis que s'accroissent les différenciations sociales et que les travailleurs manuels et intellectuels se voient arracher, jour après jour, les quelques moyens d'intervention qu'ils avaient conquis par leurs luttes.

Tout montre que c'est dans la nature sociale, plus encore que dans la nature politique du régime gaulliste que résident fondamentalement ses tendances antidémocratiques ; le P.S.U. a, depuis 1960, indiqué que seule une alternative socialiste pouvait être valablement opposée à ce régime : la nature de la succession qui se prépare rend cette analyse encore mieux fondée.

C'est à une véritable solution de rechange qu'il faut appeler les électeurs : seules de véritables réformes de structure mettant en question la répartition du pouvoir économique apporteront le changement attendu par eux. Cette solution doit pourtant s'inscrire dans l'évolution que la société française a connue au cours de ces dernières années. Elle doit garantir le maintien et le développement de l'expansion économique, et assurer les conditions de la stabilité politique. Elle doit jeter les bases d'une véritable indépendance à l'égard de l'hégémonie américaine, c'est-à-dire la construction d'une Europe élargie, désengagée à l'égard des blocs militaires et solidaire des mouvements d'indépendance du tiers monde.

Cette solution implique à la fois la formation d'une majorité nouvelle et la définition d'un programme hardi et réaliste. Majorité nouvelle qui comprendra toutes les forces politiques, mais aussi syndicales et sociales qui luttent contre la domination du grand capital. Programme qui permettra d'élargir les frontières restreintes de l'actuel électorat de gauche à des

milliers de travailleurs salariés, de cadres et de techniciens, d'agriculteurs, de jeunes dont les intérêts matériels et moraux entrent en permanence en conflit avec les structures néocapitalistes, mais qui n'ont pas encore trouvé dans les formations de gauche la réponse à leurs problèmes.

Pour que la gauche aborde ce combat avec le maximum de chances et d'efficacité, le P.S.U. a, depuis des mois, multiplié les efforts pour que s'ouvre la discussion sur le programme et pour que, dès le premier tour, un candidat unique défende, dans chaque circonscription, les options mises au point en commun. Ces deux propositions n'ont été retenues ni par la F.G.D.S. ni par le P.C. Le P.C. a décidé de présenter partout des candidats au premier tour. La F.G.D.S. refuse la discussion pour l'élaboration d'un programme commun. Le principe de la discussion d'une plateforme programmatique commune en vue du deuxième tour a été, fort heureusement, reconnu par le dernier congrès de la S.F.I.O. et celui de la Convention des institutions républicaines. Mais cette discussion doit maintenant s'ouvrir sans tarder. Plus tardive sera l'ouverture, moins le contenu de cette plateforme aura de chances d'intéresser les électeurs.

De même, il n'est que temps de lever l'abiguïté qui continue de peser sur les alliances que la gauche sera amenée à contracter : ce n'est pas en discutant avec les leaders centristes qui ne cherchent qu'à mieux négocier leurs portefeuilles dans le prochain gouvernement que l'on gagnera les électeurs populaires qui leur font confiance, mais en attaquant sur le fond les tares économiques et sociales du régime, et en leur opposant des remèdes constructifs et durables.

Le P.S.U. continuera à faire tous ses efforts pour que de tels accords, unissant toute la gauche, deviennent une véritable réalité politique, mais il entend dès maintenant engager sa propre bataille, présenter une option de structures. A l'issue du Conseil national qu'il tiendra à Paris les 10 et 11 décembre, le P.S.U. fera connaître au pays les candidats qu'il présentera ou soutiendra et le programme qu'ils défendront. Il appelle tous ceux qui sont conscients des nouvelles conditions de combat de la gauche à mener cette lutte à ses côtés.

Editorial

Socialisme ou démocratie ?

Édouard Depreux

GILLES MARTINET a eu raison de le souligner ici même, la semaine dernière : les efforts accomplis par le P.S.U. et par tous les militants de la Gauche nouvelle, depuis plusieurs années et plus particulièrement depuis qu'ont été connues les candidatures à l'élection présidentielle, n'ont pas été vains. Il suffit, pour s'en rendre compte, de mesurer le chemin parcouru entre le refus péremptoire de tout programme et de tout dialogue par Gaston Defferre jusqu'aux « 28 propositions concrètes » et au « calendrier », complétant dans une récente conférence de presse « les sept options fondamentales » préalablement définies par François Mitterrand. Si, selon l'expression de ce dernier, nous n'en sommes certes pas encore au stade du programme commun, du moins ne sommes-nous plus les seuls à soutenir que la priorité doit être accordée à un programme élaboré après discussion.

D'autre part, le candidat de l'opposition de Gauche vient d'accepter l'idée d'une confrontation générale et d'une table ronde à laquelle seront conviés les représentants de tous les syndicats. Comment ne nous en réjouissons-nous pas ? Nous retrouvons là un écho des suggestions que nous avons lancées à de multiples reprises, tout en faisant un apport anticipé aux discussions ainsi envisagées : nous avons adressé aux uns et aux autres notre projet de programme, notamment en ce qui concerne les institutions, la politique étrangère, les problèmes économiques et sociaux et l'enseignement.

Entre « les 28 propositions concrètes » de François Mitterrand et les nôtres, il y a des concordances certaines, non seulement dans le vocabulaire (même si l'expression de « seuil, non-retour » n'est pas employée dans le même sens), mais sur le fond : nécessité d'un contre-plan (peu importe que Mitterrand l'appelle un « autre plan »), au sujet de laquelle *Le Monde* a pu dire qu'il reprenait l'idée du P.S.U., plein emploi, contrairement aux conceptions « barbares » du V^e Plan, si vigoureusement dénoncées par notre camarade Pierre Mendès-France dans sa controverse avec M. Debré à « Europe N° 1 », municipalisation du sol, accroissement des crédits de l'Education nationale, allongement

du tronc commun, laïcité, abrogation de la loi de 1920 interdisant les informations sur la régulation des naissances, triste héritage du bloc national, renonciation à la force de frappe, symbolisée par l'arrêt des travaux des troisième et quatrième étages de Pierrelatte, retour de la France à la Conférence du Désarmement, non-dissémination des armes nucléaires, signature du pacte de Moscou (nous proposons de l'étendre à tous les armement nucléaires), plan d'aide au Tiers Monde, admission de la Chine Populaire à l'O.N.U., etc.

En somme, il y a accord sur la plupart des points qui ne concernent ni les réformes de structures, ni le dégagement de la politique des blocs. Nous allons poursuivre, avec une énergie accrue, notre campagne donnant une consigne de vote claire pour François Mitterrand et faire connaître le programme « d'alternative socialiste », et non de simple « alternative démocratique », que nous avons soumis et continuerons de soumettre au lendemain du 5 (ou du 19) décembre, en même temps que les principes d'une politique étrangère totalement indépendante du Pacte Atlantique et du Pacte de Varsovie, à toutes les organisations politiques, syndicales, culturelles de la Gauche.

Un programme, en effet, nous ne le répéterons jamais assez, n'est pas un simple catalogue énumérant une série de réformes, aussi désirables soient-elles, mais il doit former un tout cohérent, dire comment il financera ces réformes et comment il les réalisera en dépit des résistances qu'il rencontrera inévitablement sur sa route, procéder à des options et par conséquent à des renoncements, car on ne peut pas tout faire à la fois. Notre contreplan ne se contente pas de préconiser le retour aux 40 heures, le droit à la retraite à 60 ans, l'élévation du S.M.I.G. à 500 F et de la retraite minima à 250 F par mois, l'augmentation annuelle de 5,5 p. 100 de l'expansion, la réduction des inégalités sociales entre salaires et profits, entre les différents salaires, entre les régions, devant l'insuffisance, la construction de plus nombreux établissements scolaires et hospitaliers et de logements en majorité destinés à la partie la plus déshéritée de la population. Nous disons nettement que cela serait chi-

mérique, si on ne s'attaquait pas résolument à un régime fondé sur le profit et sur « la libre entreprise », chère non seulement à M. Pompidou, mais à M. Lecanuet qui, comme ses amis, et la quasi-totalité des soutiens de sa candidature, a voté pour le Plan gaulliste, faute de perspectives foncièrement différentes. Si l'on procède par l'autofinancement aux investissements, on le fait au détriment des travailleurs, dont on n'augmente pas les salaires, et des consommateurs (il n'y a ni diminution des prix, ni amélioration de la qualité) au bénéfice des seuls capitalistes dont le patrimoine s'enrichit. Les investissements se font en fonction du profit et des seuls besoins rentables souvent stimulés artificiellement par la publicité et non de l'intérêt général, le secteur public étant sacrifié. Aussi, notre contre-plan prévoit-il une Banque nationale des Investissements et la prise en main par la collectivité du crédit et des leviers de commande fondamentaux de l'économie actuellement détenus et utilisés par une minorité de privilégiés.

Il fut un temps où l'on pouvait être démocrate sans être socialiste et où le socialisme apparaissait, sinon

comme une utopie, du moins comme un idéal lointain. Aujourd'hui, en France, être utopique, c'est rêver de bâtir une démocratie solide qui ne serait pas socialiste. Être réaliste, c'est, en opposition au néo-capitalisme technocratique, préparer dès maintenant la transition vers la démocratie socialiste.

L'appartenance inconditionnelle au bloc atlantique le permet-elle ? On conviendra que le comportement des socialistes allemands, belges, italiens, anglais, nous oblige à nous poser la question et à la poser à nos partenaires. Elle peut d'ailleurs intéresser les partisans de simples réformes démocratiques qui ont médité sur les événements de Grèce et d'Amérique latine, car, ni à Athènes, ni à Saint-Domingue, il n'était question de réaliser le socialisme et cependant...

Telles sont les réflexions qu'au cours de notre campagne autonome nous soumettons à nos auditeurs, en concentrant bien entendu nos attaques contre les candidats de droite et singulièrement contre le plus représentatif d'entre eux, celui qui, pour sa propagande, a monopolisé l'O.R.T.F. pendant un peu plus de sept ans.

Convention

Une colère bien contenue

Christian Guerche

Il faut le dire, il y a dans les assises de la Convention des Institutions républicaines un climat sympathique. Les jeunes — et les moins jeunes — militants s'y ébrouent, s'apostrophent, et disent à la tribune un certain nombre de vérités que les habiles apprécient peu, mais dont l'observateur P.S.U. se réjouit.

Le climat donc au départ de la Convention était à la colère, et à une colère saine. Les attermoissements de la Fédération, ses ambiguïtés, ses contradictions avaient créé un malaise.

Si l'on ajoute que la « troisième famille » de la Fédération n'est pas sans faire quelques complexes à l'égard de ses autres partenaires, et se sent — non sans quelques raisons — un peu défavorisée par la distribution des investitures, ou les négociations menées par les formations traditionnelles — S.F.I.O. comme radicaux — on comprend que les cadres moyens de la Convention aient eu à soucier de dire, haut et clair, qu'il était temps d'en finir, et qu'il devait sortir de ces assises un appel à l'unité de la gauche, sans compromissions et sans faux-fuyants.

Et il est vrai que tout au long de la première journée, on a pu croire que la Convention allait déborder sur

la gauche l'ensemble de ses partenaires.

Mais cette volonté un peu « boycott » selon le mot d'un des dirigeants de la Convention, ne pouvait, semble-t-il, leur convenir. On le vit bien au sein de la Commission.

Des débats après

Les débats de celle-ci furent, en effet, plus après qu'on ne l'a dit. François Mitterrand, président de la F.G.D.S., pouvait difficilement laisser « aller trop loin les choses ».

La technique des suggestions de chacune des composantes de la Fédération, par rapport aux orientations définies par la F.G.D.S., avait été brillamment appliquée par la S.F.I.O. lors de son Congrès. Pouvait-on aller plus loin ? Un certain nombre de militants provinciaux, quant à eux, le demandaient.

Dès lors, il fallait composer. Satisfaire quelques exigences, inventer quelques formules, mais en même temps contenir le mouvement.

On le vit bien dès l'intervention de Louis Mermaz, secrétaire général de la Convention, qui se garda de reprendre à la tribune une phrase-clef de son rapport écrit.

Evoquant en effet la rencontre nécessaire et demandée avec le Parti communiste, Louis Mermaz écrivait :

« Le Parti communiste, depuis le mois de janvier a demandé aux autres républicains de s'entendre avec lui sur un programme commun et sur une tactique électorale commune. Nous estimons que ces deux revendications sont précisément de la compétence de la rencontre souhaitée et doivent être l'objet de la discussion à ouvrir ».

A la tribune, il devait dire : « Nous n'avons pas l'intention de discuter avec le Parti communiste de l'élaboration d'un programme commun, ni d'un accord de désistements automatiques ». Le recul était net.

On s'alignait sur la S.F.I.O. et l'on colorait le tout avec, il est vrai, quelques propositions nouvelles.

Les nouvelles propositions

Pour l'essentiel, elles se bornent à trois :

— l'accent est mis sur le désistement à gauche. Mais les orientations de la Fédération étant elle-mêmes approuvées, on admet la hiérarchie précisée par la Fédération. Le problème des « républicains de progrès » reste donc entier. Encore que,

et il faut le noter, la rupture avec le Centre démocrate semble désirée.

— une commission émanant du comité exécutif national, devrait être chargée de contrôler toutes les décisions de désistement et de maintien. La Convention veut ainsi faire face aux attitudes prévisibles d'un certain nombre de radicaux. Tels Maurice Faure. Simple question cependant : il doit s'agir ici des questions importantes prévues par les statuts de la Fédération ? Ne doit-il pas y avoir un vote avec une majorité de 3/4 ? Et celle-ci est-elle obtainable dans le cadre de la représentation par tiers des trois familles ?

— Enfin les débats publics proposés par François Mitterrand — en dernière heure et sans que la Commission en ait débattu — ne sont-ils pas une proposition « d'agitation » plus que l'expression d'un souci réel de dialogue ?

On sent bien en définitive qu'il y eut en fin de débats la part de l'improvisation. Il reste la coloration. Encore une fois elle est sympathique. Mais attendons les assises du parti radical. Nous verrons sans doute plus clair.

Celles des rapatriés d'Algérie comme celles des anciens tenants de l'O.A.S.

Allons-nous donc assister à des assauts de courtoisie, à des appels à la séduction, à des générosités de circonstance ?

Sous prétexte que les partisans de l'Algérie française sont antigauillistes, va-t-on solliciter leurs suffrages

à gauche comme on le fait à droite ? Il serait temps d'être moins habile et plus ferme.

La gauche a autre chose à faire qu'à s'associer aux pétitions de la droite.

Il y a des pièges qu'il faut savoir éviter.

Il y a des voix qu'il faut savoir récuser.

F. G. D. S.

La croisée des chemins est au Mans

Michel Lucas

Le 6 novembre 1966 : 425 voix d'écart entre l'équipe centriste du docteur Maury et la liste d'union P.C.-P.S.U., qui comprenait en outre des personnalités d'organisations syndicales et populaires.

Au second tour de 1965, il n'y avait que huit voix, on s'en souvient, entre cette même combinaison et la formation d'unité P.C. - P.S.U. - S.F.I.O.

425, c'est plus que 8. Mais quand on a vu le nombre de trous, les tonnes de goudron, les dizaines de lampadaires dont les édiles mal élus du Mans ont truffé la ville depuis dix-huit mois ; quand on a entendu la radio et lu la presse — du « Figaro » à l'« Express » — proclamer le dynamique « apolitique » du « jeune centre » manceau (qu'animerait le porte-parole sarthois de Tixier-Vignancour, si l'on en croit l'« Express » qui, d'ailleurs, ne s'en offusque nullement) et souligner les dangers de la liste « communiste » ; quand on a su tout le mal que la F.G.D.S. et Christian Pineau se sont donné pour torpiller les chances de la gauche dans cette cité en pleine expansion, on est confondu d'un si pitoyable résultat.

Et si c'était à refaire, Christian Pineau ?

Voilà bien de quoi faire réfléchir les formations et les responsables de la F.G.D.S. : les électeurs du Mans ont choisi la dynamique unitaire. Il leur a suffi de constater que l'unité était réalisée, fût-elle partielle, pour qu'ils confirment leur volonté à quelques centaines de voix près. Tant pis pour les absents.

Mais surtout, la gauche a condamné au Mans, dans sa quasi-totalité, les jeux scandaleux auxquels se sont livrés, sous le contrôle de survivants de la IV^e et même de la III^e, avec la bénédiction de diverses obédiences, les dirigeants sarthois de la F.G.D.S. Leurs porte-parole rendaient compte en présence du premier adjoint centriste du docteur Maury, membre du bureau de la F.G.D.S. Quant aux militants de la

S.F.I.O., ce sont nos camarades qui les informaient.

Voilà où mène la tactique graduée : à n'avoir qu'une faible influence, suffisante pour faire mal à la gauche mais insuffisante pour pouvoir contribuer à parler haut, comme le fit « Monsieur le Ministre » aux représentants du P.C. et du P.S.U.

Cette leçon doit porter. De nombreux militants de la S.F.I.O., dont l'ancien maire du Mans, Robert Collet, et douze des treize candidats de 1965, se sont battus pour que la gauche offre enfin un autre visage que celui des louvoisements subtils et changeants.

Le résultat de cette élection doit leur donner courage, comme à nous tous. Il leur offre une raison déterminante pour convaincre ceux qui disent ne pas vouloir soutenir l'antigauillisme de droite en vue de contrer l'U.N.R., mais qui n'hésitent pas à lui faciliter la tâche pour barrer la route aux communistes.

Notre regretté Antoine Mazier, qui a su construire et conduire, à Saint-Brieuc, une gauche efficace et unie, disait : « La gauche se condamne à l'impuissance en rejetant le parti communiste. »

Les électeurs du Mans ont impérieusement enjoint à la F.G.D.S. de se rallier à cette gauche-là, entière, sérieuse et soudée par des engagements profonds et durables. Sinon, comme au Mans, dimanche dernier, elle ne sera rien.

Pétition

Bidault, Soustelle : trois mois avant les élections

Harris Puisais

M. BICHET, ancien ministre M.R.P., qui fut un fervent partisan de l'Algérie française, reste — et c'est son droit — un disciple de Georges Bidault. Il s'ennuie de son absence et lance un appel pour que soit demandé son retour en France en même temps que celui de Jacques Soustelle.

Neuf cents réponses favorables ont été enregistrées jusqu'à ce jour. Seul, le président du groupe parlementaire U.N.R., Henri Rey, proteste et s'indigne. Les autres ne démentent pas.

Et quels autres ? Les anciens parlementaires de droite qui, du P.R.L. au R.P.F., sont passés par la gamme des groupes indépendants, de droite ou du centre.

Les anciens M.R.P., ministres, sénateurs ou secrétaires d'Etat, Lecanuet y compris.

Les anciens radicaux bien connus pour leurs sentiments « Algérie française », tels que Lafay, André Morice... et des S.F.I.O. ayant toujours flirté avec ceux-ci dans le sillage de Max Lejeune et Robert Lacoste, tels que le député de l'Ariège Déjean, élu par les voix réactionnaires et qui soutint autrefois le Comité de Vincennes.

Qu'importe après tout, ces hommes sont du même camp. Les timorés

d'hier y rejoignent les plus bavards. Maurice Faure s'y redresse et Pradel, maire de Lyon, s'y repolitise.

Le font-ils pour des raisons prémonitoires ?

Sont-ils animés par des sentiments de pure amitié ? Ou, plutôt, ont-ils des arrière-pensées politiques ?

Nul ne le précise. Le sondage, tel un bon référendum gaulliste, ne portant qu'une seule question : « Êtes-vous favorable au retour en France, sans condition, de MM. G. B. et J. S. ? ».

Ainsi posée, la question est presque devenue comme un fait politique important. François Mitterrand lui-même « souhaite qu'ils puissent rentrer en France », sans préciser si cela doit être « sans condition » ou par l'antichambre de la justice.

Bien entendu, le président de la Fédération n'a pas pris l'initiative de cette question qui ne fut qu'incidental dans son interview à Radio-Luxembourg, mais elle est maintenant du domaine public et ne peut qu'être commentée.

Pour nous, ce subit intérêt sur le retour en France des deux anciens leaders de « l'Algérie française » ne nous semble pas tellement désintéressé.

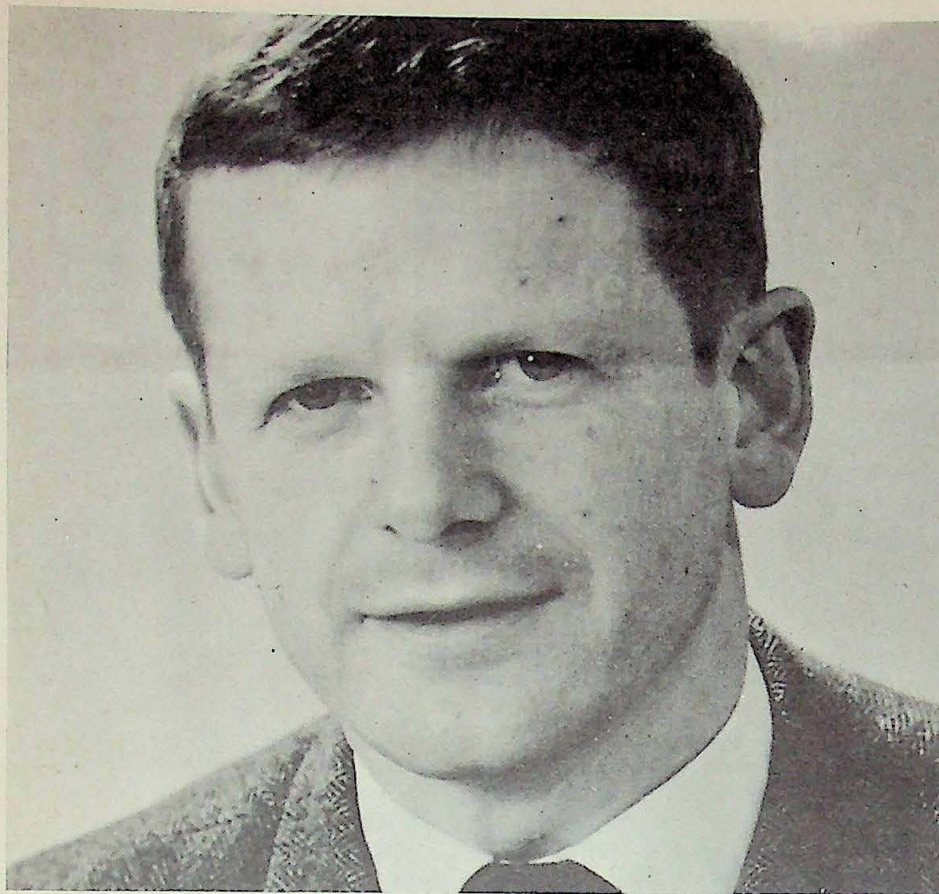
Nous approchons des élections et toutes les voix compteront.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom
Prénom
Adresse

.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).



Docteur Jean Carpentier, Président du C.N.J.M.

Médecine

Que veulent les jeunes médecins ?

Jacques Kergoat

LE Centre national des jeunes médecins a été fondé, il y a plus d'un an, par plusieurs centaines de jeunes médecins, venus d'horizons politiques et professionnels différents, qui se trouvaient confrontés aux problèmes de leur vie professionnelle. Ils avaient en commun la conviction que seuls d'audacieuses réformes de structure pouvaient répondre aux contradictions actuelles de la profession médicale.

Leur initiative a eu un écho certain : en un an, les effectifs ont grossi et aujourd'hui le C.N.J.M. a acquis droit de cité dans la presse médicale comme dans la grande presse d'information. Il nous a paru intéressant, à quelques semaines de leur premier congrès, de demander des précisions au docteur Jean Carpentier, président du C.N.J.M.

T.S. — Pouvez-vous nous donner d'abord les raisons de la création du C.N.J.M., ou plus précisément ses idées théoriques de départ ?

Dr Carpentier. — La création du C.N.J.M. correspond à une réflexion à trois niveaux : aux niveaux de la pratique professionnelle, de la pratique syndicale et de la pratique politique.

Au niveau de la pratique professionnelle, il apparaît très clairement que la médecine de demain (et même d'aujourd'hui) est une médecine

d'équipe, qui sous-entend médecine organisée, qui sous-entend profondes réformes organisationnelles mettant en cause les principes sacro-saints de la médecine « libérale ».

Telle est l'exigence d'une médecine satisfaisante du point de vue de l'efficacité, du point de vue intellectuel, moral, matériel, du point de vue de la garantie de la meilleure solution pour le malade, etc. L'attrance des jeunes pour les formes de médecine de groupe, de centre de santé, d'hôpital en fait foi : seules les arrêtent un certain nombre de difficultés concrètes actuelles dont nous reparlerons peut-être. Font foi aussi de cette réalité ces mêmes expériences que nous qualifions, du point de vue de leur développement et de leur contenu, « d'avant-garde », si limitées soient-elles encore : équipes hospitalières, secteurs psychiatriques, centres de santé, polyclinique de la Feuillaie (à Marseille), cabinets de groupe, Balint (1), centres sanitaires ruraux...

La deuxième réflexion se situe au niveau du syndicalisme ; elle concerne les limites du syndicalisme de pure contestation dans la mesure où il débouche au fond sur le corporatisme. Le rejet de cette forme de syndicalisme est d'autant plus net chez les jeunes médecins que, chez nous, le syndicalisme de pure contestation revient à défendre avec plus ou moins

de force, mais pied à pied, certains principes de la médecine libérale traditionnelle qui sont condamnés par les progrès scientifiques, techniques, sociaux. Or, s'il ne s'agit pas de condamner en bloc ces principes, il s'agit pour le moins d'en faire une critique serrée et d'élaborer un statut du médecin qui corresponde aux données de notre époque. Ceci est d'autant plus important et urgent que les technocrates actuels voient très bien ces problèmes et tentent de les régler sans la participation des médecins et des usagers et sur leur dos, à moindres frais, à minima : témoins, la réforme des études médicales, le secteur psychiatrique actuel, le décret du 12 mai 1960 sur la convention type.

Par conséquent, s'il doit y avoir une activité syndicale, dans le sens premier de défense des intérêts matériels et moraux des médecins, au moins si elle veut avoir quelque chance d'efficacité, doit-elle se dérouler sur une ligne qui ne soit pas techniquement condamnée ; et ceci quelles que soient les incompréhensions et les difficultés actuelles dans le milieu, savamment entretenues par les différents courants du libéralisme traditionnel.

La troisième réflexion se situe au niveau politique. Elle est évidemment liée aux deux autres : ce que nous voulons c'est une médecine organisée en service public autonome, décentralisée le plus possible, strictement cogérée, c'est-à-dire une organisation socialiste de la Santé. Ceci, bien entendu, dans la mesure où le socialisme est l'accomplissement de la démocratie.

Le C.N.J.M. est une organisation constituée par des gens de traditions politiques et religieuses différentes, mais unis sur cet objectif fondamental et décidés à entamer le processus et à le mener jusqu'au fond (ici compte évidemment le facteur temps, le facteur intensité des luttes dépassant largement le milieu).

Grèves

Nouveaux mouvements revendicatifs

Maurice Combes

ALORS que la situation sociale était dominée jusqu'ici par le conflit des chantiers navals, l'attention se reporte maintenant sur les grèves engagées dans le secteur nationalisé et aussi dans le secteur privé, où le C.N.P.F., en refusant de discuter avec la C.G.T. et la C.F.D.T., adopte une attitude provocatrice.

En retardant le départ du bateau *Provence*, qui doit être achevé à La Ciotat, les ouvriers de Porc-de-Bouc ont mené une bataille d'arrière-garde,

Nous voulons faire en sorte que les initiatives quasi individuelles, isolées (y compris quand elles se situent au niveau municipal, voire intercommunal) de médecine organisée, soient sous-tendues par un mouvement politique, chez les médecins, qui les intègre et les aide à se développer : ainsi elles ne seront pas reléguées au niveau de la « médecine sociale » (ce qui arrive à certains centres de santé, par exemple), ou tout simplement assimilées par le système actuel qui les dépouillera de leur caractère progressiste et conquérant (ce qui arrive à un certain nombre de cabinets de groupe).

T.S. — Ne pensez-vous pas que le milieu médical soit un milieu particulièrement difficile, résistant aux changements ?

Dr Carpentier. — Je pense effectivement que l'entreprise est difficile et que son développement véritablement efficace exige qu'elle soit à plus ou moins court terme liée au développement d'autres luttes du même type dans le pays.

Néanmoins la profession traverse une crise profonde dont témoignent les batailles qui se succèdent concernant les conventions. Beaucoup de médecins, en particulier ceux de la jeune génération pour qui ces problèmes sont d'évidence plus aigus, voient l'inéluctabilité de ces changements et que le problème qui se pose pour eux est plus un problème de garantie d'une situation matérielle et intellectuelle correcte qu'un problème d'idéal libéral dont on leur rebat les oreilles de la première année d'études à la retraite : en témoignent les multiples demandes de jeunes dès que se crée une initiative de médecine d'équipe.

Plus difficile serait l'entreprise, encore faudrait-il l'entreprendre. La pratique qui consiste à s'intégrer dans les organismes traditionnels défendant pied à pied les principes classiques, n'est pas forcément à rejeter en bloc. Mais cela ne mène qu'à des résultats partiels.

visant notamment à l'obtention d'une prime de transport et à la réintégration des délégués syndicaux. Ce n'est pas sans colère que les ouvriers ont accepté de voir partir le bateau qui était leur gagne-pain, car une partie d'entre eux a été licenciée et ceux-là mêmes qui iront à La Ciotat ne sont pas assurés d'avoir du travail après l'achèvement du *Provence* en juillet.

Le patronat et le gouvernement poursuivent impitoyablement la concentration des chantiers navals pour faire face à la concurrence internationale, sans que la reconversion des travailleurs soit toujours assurée. Il y a là un secteur qui n'a pas fini de faire parler de lui.

En ce qui concerne les mouvements dans le secteur privé, la métallurgie et les industries chimiques — où existe l'unité d'action des syndicats — sont toujours en pointe. A l'heure où nous écrivons, il est probable que des débrayages ont lieu dans d'autres branches comme le textile.

Le 17 mars verra, après la grève

□ **Néo-capitalisme**

La course aux concentrations est engagée

Jacques Malterre

TROIS faits auront dominé la scène économique et sociale du pays pendant le premier semestre 1966 : l'accord de Bruxelles sur la réalisation complète du Marché commun, l'évolution du syndicalisme français grâce à l'action menée en commun par la C.G.T. et la C.F.D.T., l'impulsion donnée au mouvement de concentration capitaliste.

Ces trois phénomènes ont des liens entre eux : c'est la réalisation du Marché commun qui pousse les affaires françaises à se concentrer et c'est le renforcement des pouvoirs des trusts qui oblige le monde syndical à développer une stratégie unitaire sur le plan des entreprises et sur le plan national. Dans cet article, nous voudrions revenir sur le mouvement de concentration pour essayer d'en dégager la signification.

Le capitalisme français à un tournant

Durant une douzaine d'années (1950-1952), le capitalisme français aura fait de bonnes affaires ; les grands trusts ont développé leurs activités, étendu leur champ d'action, financé de grands investissements sans difficultés excessives. Trois facteurs ont contribué à cette réussite : l'existence d'un vaste secteur de petites et moyennes entreprises qui laisse des marges importantes aux grandes affaires ; l'inflation qui permet de maintenir des marges d'autofinancement substantielles ; l'aide de l'État qui, par ses commandes, ses crédits, ses subventions de toutes sortes, prend en charge beaucoup de pertes du système (chantiers navals, entreprises nationales) et réserve des secteurs très avantageux aux firmes privées (Dassault, commandes militaires, atomiques, spatiales, etc.).

Depuis 1962, ce beau système est fortement ébranlé par l'ouverture des frontières ; là où les trusts français disposaient de domaines réservés, la libération des échanges rétablit la concurrence et le marché ; les prix ne peuvent plus monter comme par le passé (cf. surtout sidérurgie, métaux non ferreux, chimie, automobile) ; les marges de profit s'amenuisent ; le taux d'autofinancement s'abaisse au moment où il faudrait justement de grandes ressources pour accélérer les investissements de modernisation. C'est alors que le gouvernement lance son plan de stabilisation, mais le patronat considère cette initiative, non pas

comme une discipline nécessaire pour rétablir la compétitivité de l'économie française, mais comme un méchant coup bas de la part de ceux qu'il prenait pour des amis.

La crise extérieure et intérieure met alors en évidence les faiblesses structurelles du capitalisme français que l'expansion facile dans l'inflation avait dissimulées.

La paresse capitaliste

Ces déficiences sont graves surtout si l'on fait un rapprochement avec ce qui existe chez nos plus puissants concurrents industriels. On peut les regrouper en trois groupes :

1) Capitalisme financier et capitalisme industriel manquent de liaisons. Cela peut paraître surprenant, mais la vérité c'est que les banques d'affaires françaises répugnent à financer un développement continu des grandes entreprises industrielles : cela ne rapporte pas assez. Depuis dix ans, ou elles s'intéressent à quelques affaires pour faire des coups en bourse, ou elles orientent leurs fonds vers les secteurs les plus spéculatifs : terrains, construction immobilière, prêts à la consommation, loisirs, recherches et développements aidés par l'État.

2) Les grandes entreprises françaises ne sont puissantes que par comparaison avec l'immense masse des petites et moyennes entreprises ; mais les plus grandes d'entre elles n'atteignent pas la dimension de leurs principaux concurrents étrangers ; dans de nombreux secteurs (industries alimentaires, mécanique), il n'existait même pas, il y a cinq ans, de groupes très puissants.

Depuis les opérations de réorganisation effectuées entre 1945 et 1952 (sidérurgie, automobile, chimie), chacun était resté sur ses positions et, à la formule de la concentration, les trusts préféraient une politique d'ententes, de fusions partielles, de création de filiales communes, de telle sorte qu'entre 1954 et 1962, la part des plus grandes entreprises dans chaque industrie n'a nullement augmenté. Il faut ajouter que le progrès technique et la diversification rapide des productions ont multiplié le nombre des industries importantes ; alors qu'au dix-neuvième siècle ceux qui contrôlaient les mines, la sidérurgie et la chimie de base dominaient l'ensemble de l'évolution industrielle, laissant aux moyennes entreprises les secteurs de biens de consommation, aujourd'hui il y a

un beaucoup plus grand nombre de champs d'activité, partant un nombre plus grand de groupes non concurrents pour les ventes, mais concurrents pour l'acquisition des moyens de production et surtout des capitaux.

3) Troisième faiblesse qui est liée à ce dernier aspect : les grands groupes, pour avoir un pied partout, ont essaimé leurs activités ; mais de ce fait, ils ont parfois perdu les moyens de contrôler complètement une industrie, un manque de spécialisation a été reconnu dans l'organisation des plus importants d'entre eux (Schneider, Pont-à-Mousson, C.G.E.).

Échec du néo-capitalisme

Face à ces difficultés et à ces faiblesses, le grand patronat français a cherché d'abord les remèdes les plus faciles. Certains (textiles, mécanique) ont commencé par dénoncer la libération des échanges et à réclamer le maintien du *protectionnisme*. N'ayant pu empêcher la signature du traité de Rome, ils se sont efforcés d'en retarder l'application, puis de reporter au moins la protection aux frontières du Marché commun en luttant contre la négociation tarifaire dite négociation Kennedy. Ce courant a été contrebattu au sein même du patronat (par M. Villiers notamment) et il s'est heurté à la volonté du gouvernement : De Gaulle, pour sa part, croit aux mécanismes économiques et aux mérites de la concurrence internationale.

Le patronat a alors posé le problème en termes de défense du profit et a voulu développer une politique des salaires restrictive. Aux revendications des salariés et des organisations syndicales, il opposait le besoin de compétitivité et brandissait la menace du chômage à travers la concurrence étrangère. Ceci allait à l'encontre de la théorie néo-capitaliste des salaires qui appelle une augmentation constante des salaires pour assurer les débouchés nécessaires aux productions de masse. Cette tactique patronale s'est surtout heurtée à la résistance de plus en plus ferme des syndicats. Enfin, lorsque le gouvernement a tendu au patronat la perche de la politique des revenus, le patronat ne l'a pas saisie, car il craignait d'avoir à donner quelque chose en contrepartie et ce quelque chose ne pouvait être qu'un certain contrôle des administrations, à défaut des salaires, sur

la gestion des entreprises, la réalisation du plan, l'utilisation de l'auto-financement.

La voie de la politique des revenus étant alors fermée, certains dirigeants n'ont vu le salut que dans l'appel au capital étranger. Ils étaient prêts à accepter leur mise sous tutelle par des trusts américains, si cela pouvait leur permettre de garder leurs privilèges.

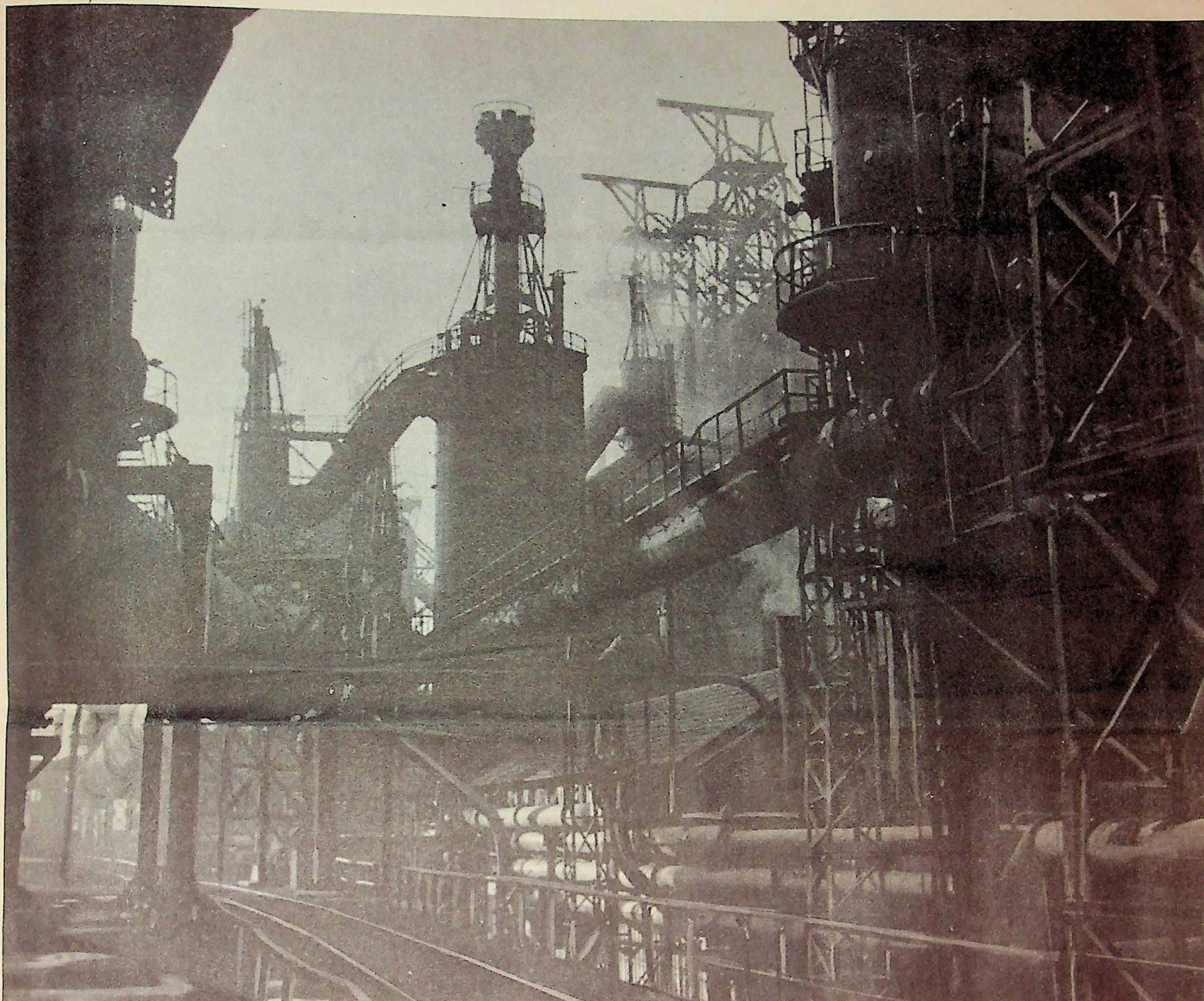
Après un « bon démarrage », cette nouvelle orientation a buté également sur un obstacle politique, sous la forme d'un refus du général de voir disparaître les bases économiques de sa politique extérieure. On s'est enfin avisé en haut lieu qu'il était assez absurde de vouloir accumuler des dollars pour gêner les Américains et en même temps de gagner ces dollars en cédant le contrôle de grandes affaires françaises aux trusts américains.

Pour faire admettre ce refus et compenser la diminution de l'afflux des capitaux étrangers, le gouvernement a dû satisfaire les exigences du patronat ; il l'a déjà fait sur trois points : diminution des impôts sur les revenus des entreprises, déduction fiscale sur les investissements, mise à la disposition de firmes privées de fonds publics empruntés par l'État. Ces concessions, avec le limogeage de M. Giscard d'Estaing, ont réduit la tension entre grand capital et État gaulliste, qui n'était fondée il est vrai que sur des divergences mineures à propos de la stratégie générale du capitalisme.

Mais ces difficultés ont fait apparaître clairement qu'il fallait renforcer les structures du capital lui-même. Le grand patronat et le gouvernement se sont retrouvés d'accord pour accélérer par tous les moyens le processus de concentration.

La vague de concentrations

Depuis six mois, le mouvement a pris une ampleur rarement atteinte à d'autres époques. Sous l'impulsion des grands groupes ou sous la pression de l'État lui-même, des opérations sont menées à bien dans toutes les industries : industries alimentaires, banques, assurances, construction électrique et mécanique, automobile, travaux publics, électronique, chimie, textiles, papiers-cartons ; la liste des fusions s'étend à la plupart des branches d'activité et il faudrait plusieurs pages de ce journal si l'on voulait donner la liste complète des concentrations survenues depuis un an. Le



Au détriment des travailleurs.

« *Courrier des entreprises* » du P.S.U. publie régulièrement cette liste. Mais il importe ici d'en dégager les principaux types et d'en décrire les objectifs. Ceux-ci correspondent aux divers aspects de la « faiblesse » du capitalisme français rappelés ci-dessus.

1) Tout d'abord, on constate un resserrement des liens entre banques et grands groupes industriels, après que les banques aient réalisé entre elles des concentrations financières.

On a noté par exemple que la Cie Financière de Suez était tout d'abord devenue la deuxième, sinon même la première banque d'affaires de France, en resserrant ses liens avec le groupe Union des Mines-La Hénin et en prenant une grosse participation dans la Banque de l'Union Parisienne, et qu'elle avait ensuite établi une forte liaison avec le très puissant groupe Pont-à-Mousson.

De même la Banque de l'Indochine

s'associe avec l'Union Européenne, banque du groupe Schneider, et croise des participations avec ce groupe.

2) Ensuite les trusts s'efforcent, par des fusions ou des absorptions, d'atteindre la taille internationale dans un domaine précis de production.

Les accords de fusion Renault-Peugeot, Denain-Anzin-Forges du Nord et de l'Est, Pechiney-Saint-Gobain, Saint-Gobain-Kuhlmann, Pont-à-Mousson-de Wendel, Compagnie Générale d'Electricité et Société Française d'Entreprises, Thomson-Houston-Hotchkiss-Brand, Hispano-Suiza-Alsacienne de Constructions Mécaniques, Prouvost-Masurel, l'essor de la Générale Alimentaire, de Michelin, des Glaces de Bousois par absorptions ; pour ne citer que quelques-unes des grandes opérations, ont tous pour but :

— d'accroître la « surface » financière de l'affaire afin de permettre le financement des bureaux de recher-

ches et de faciliter l'action sur les marchés extérieurs ;

— de limiter la concurrence entre firmes françaises, de réduire les doubles productions, de limiter les frais généraux, de fermer les usines les plus vétustes, de mieux localiser les différentes unités de production.

3) Enfin, les trusts ayant accru leurs dimensions, ils cherchent à trouver de nouvelles sources de profit. Pour cela, trois voies s'ouvrent à eux. On a déjà parlé de la bonne utilisation des commandes publiques et de la création de monopoles de production ; mais, dans ce deuxième cas, l'opération se heurte à la concurrence étrangère et l'effort financier qu'il faut faire pour dominer complètement le marché d'un grand produit (acier, aluminium, verre, pneus) n'est même plus à la portée des plus grandes firmes. Si Saint-Gobain et Michelin réussissent à peu près à garder leur place internationale, les

sidéurgistes viennent d'élaborer un « plan de la sidérurgie » sans ambition. Dès lors, la stratégie consiste plutôt à trouver des industries de dimensions relativement limitées, sortant des produits spécialisés où un groupe peut assez facilement acquérir un quasi-monopole par la prise du contrôle des entreprises moyennes qui y existaient (cf. la revue *Entreprise*, n° 556). Par exemple, Schneider s'intéresse aux matériels hydrauliques, Pont-à-Mousson aux matériels de chauffage central et de traitement de l'air et au marché d'assainissement des eaux, ou encore à la fonderie ; la C.G.E. essaye de dominer le secteur des appareils de chauffage domestique, etc. ; le groupe Gillet (textiles artificiels) vient de réaliser un contrôle des aliments pour enfants.

Dans chaque cas, il s'agit de maîtriser un secteur où la qualité des produits permet d'avoir une certaine

A NOS LECTEURS

En vous présentant ce numéro 0, nous faisons quelque chose d'unique pour un journal : mettre tous ses lecteurs dans le secret de sa nouvelle fabrication, pour les faire réagir plus vite, et obtenir d'eux les critiques qui s'imposent.

Critiques dont — soyez-en convaincus — nous tiendrons autant de compte, que des encouragements qui nous parviennent.

Bien entendu, comme dans tout numéro 0 de presse, ce qui compte c'est la présentation. En vous envoyant ce numéro, nous cherchons à attirer votre attention, sur la mise en page, la qualité des photos, l'aération de la présentation, le graphisme.

Les textes, qui ont fourni la matière du journal, sont déjà tous parus dans T.S. Ils sont parfois arbitrairement coupés, parfois doublés. Si nous les avons choisis, c'est cependant pour donner une idée de l'équilibre du journal, dans ses rubriques.

Nous pensons cependant qu'en mettant en regard la maquette textes à l'appui, avec le n° 1.

La semaine prochaine vous pourrez juger, de la nouvelle formule, de la nouvelle formule et le dernier numéro de l'ancienne, que vous recevrez à peu près en même temps, nous vous permettrons de faire rapidement la comparaison.

Nous croyons aux efforts que nous faisons pour vous donner un journal qui satisfasse beaucoup plus largement vos aspirations.

Si vous le croyez comme nous, aidez-nous rapidement, en multipliant nos abonnés.

D'avance, merci.

La rédaction de T.S.

Liste d'abonnement

Nouveau tarif de campagne de lancement
de la nouvelle formule

Annuel 30 F Semestriel 16 F Trimestriel 8 F

M _____

Rue _____

Abonnez vos amis

M _____

et sympathisants

Rue _____

Bon de Commande du n° 305

N° 1 de la nouvelle formule
au prix de 0,55 F au lieu de 0,70 F

Commande de _____ exemplaires

Paiement à la commande

Réunions

Levallois : week-end conférence de formation débat

Une conférence-débat sur le socialisme et la démocratie se tiendra, le mercredi 15 juin à 20 h 30, salle des fêtes de la mairie de Levallois, avec : G. Servet pour le P.S.U., V. Joannès pour le P.C.F., C. Fuzier pour la F.G.D.S.

Chantemerie, près de Briançon : week-end régional de formation animé par Georges Servet.

Comment le tourisme social peut-il à la fois permettre à des personnes aux revenus modestes de s'aérer et favoriser le développement local ?

Sur ce thème, la journée du dimanche s'ouvrira largement aux sympathisants et à tous ceux qui pourraient apporter au débat l'expérience de réalisations locales.

Les activités

Fédération du Puy-de-Dôme La base s'impatiente

Les militants des partis de gauche, les syndicalistes et les inorganisés qui ont mené campagne — souvent ensemble — pour François Mitterrand en décembre commencent à renâcler devant les tergiversations des états-majors. Témoin, les conclusions auxquelles sont parvenus les participants à un débat qui a eu lieu à Chamalières (Puy-de-Dôme), conclusions dont voici la teneur :

« Le 23 mai 1966, les démocrates qui, à Chamalières, avaient appelé à voter pour François Mitterrand, candidat unique de toute la gauche lors des élections présidentielles de décembre 1965, se sont réunis avec d'autres Chamaliérois pour organiser un débat politique.

« Au cours de la discussion à laquelle ont participé des éléments

représentatifs de l'ensemble de la gauche française (membres de la Fédération démocratique et socialiste — parti socialiste S.F.I.O., club Démocratie socialiste — du parti socialiste unifié, du parti communiste français, syndicalistes et autres militants de la gauche), l'unanimité des participants est arrivée aux conclusions suivantes :

« 1° Les élections législatives, dans le cas où la gauche obtiendrait une majorité, posent la question du régime qui succédera à la V^e République ;

« 2° Dans ces conditions, un simple accord tactique entre les partis de gauche ne saurait répondre à la situation et ne permettrait pas d'entraîner suffisamment d'électeurs à voter pour un avenir incertain.

C. C. P. Tribune Socialiste

Paris 58-26-65

54, rue Garibaldi

LA BROCHURE "SANTÉ" EST PARUE

Cette brochure, magnifiquement illustrée comporte le programme Santé du P.S.U. et deux additifs : l'un sur l'équipement sanitaire et social dans le V^e Plan ; l'autre sur les problèmes de réadaptations

Prix : 2 F l'unité, 1,90 par 10, 1,80 F par 50, 1,50 F par 100.

Passez vos commandes : 54, boul. Garibaldi, Paris-15^e. — C.C.P. Paris 5826-65.

Vietnam

La force devenue folle

Marc Vautier

NOUS aurions gagné la guerre en une semaine si nous avions utilisé les armées atomiques en Corée ». Cette phrase prononcée par l'ancien président Eisenhower, dimanche dernier, dans une émission télévisée, donne l'exacte mesure de la folie à laquelle sont en proie les États-Unis.

Nous aurions gagné la guerre... Si cela est vrai et si la victoire seule compte (« Il n'existe pas de substitut à la victoire », proclamait naguère feu Mac-Arthur), le peuple américain est en droit de se demander : pourquoi ne l'a-t-on pas fait, pourquoi ne le fait-on pas au Vietnam aujourd'hui ?

L'homme qui mit fin à la guerre de Corée en acceptant le match nul se vante aujourd'hui d'avoir obtenu l'armistice au prix d'un chantage aux armes atomiques. C'est une assertion tout à fait inédite, de la part du président qui n'employa pas l'arme atomique dans cette guerre ; cela renouvelle l'histoire d'il y a dix ans, on la renouvellerait s'il s'agissait d'une autre chose que d'un propos de circonstance, ce qui n'est pas certain.

Sans désir et sans espoir

En fait, Eisenhower vient d'apporter publiquement à Johnson une suggestion qu'il lui a peut-être déjà faite par des voies plus discrètes, à savoir : négocier au Vietnam une paix de *statu quo ante* sous la menace atomique.

Une illusion va-t-elle succéder à l'autre ? Il y a lieu de croire que Johnson et ses conseillers se sont imaginés qu'ils obligeraient la République démocratique du Vietnam et le Front national de Libération à traiter aux conditions américaines en « mettant le paquet » dans le Sud comme dans le Nord.

Trois cent mille soldats américains combattent donc le maquis, avec des moyens fantastiques, des armes futuristes, un appui d'aviation et d'hélicoptères inconnu dans aucune guerre jusqu'alors. Les bombardements sur le Nord-Vietnam — expérimentés une première fois le 5 août 1964 — ont commencé de manière systématique le 7 février 1965. Ils sont devenus une horrible routine et tiennent le delta du Fleuve Rouge sous l'imminence d'un désastre par rupture des digues.

Raids sur le Nord, engagement direct massif dans le Sud, rien n'y a fait. Le F.N.L. n'a pas plié bagage pour se retirer de l'autre côté du 17^e parallèle. Hanoï n'a pas demandé grâce.

C'était la première illusion. Des milliers d'hommes en sont morts. Mais le peuple ainsi mis à la torture continue d'endurer et de se battre, à la façon, dont William Faulkner dit que les jeunes aiment : « sans désir et sans espoir ».

Une constance historique

Oui sans espoir. Car il est vrai que, par les armes, sur le terrain, le peuple vietnamien n'a pas la possibilité de vaincre l'Amérique. Son combat se situe au-delà de l'espoir. Il est devenu non une preuve de l'existence nationale, mais cette existence même. Voilà ce qu'a sinon obtenu, du moins confirmé l'illusoire tentative de mettre à genoux les Vietnamiens combattants.

Eisenhower ne propose rien d'autre que de pousser jusqu'au bout le pari que les États-Unis ont déjà perdu : puisque les raids sur le Nord et 300.000 G.I. dans le Sud ne suffisent pas, que l'on mette en œuvre cet ultime degré de la torture que peut subir un peuple : la panoplie nucléaire.

Le calcul de l'ancien président se fonde sur un précédent, dont il livre du reste une interprétation inédite : en Corée, la menace seule aurait suffi. Mais il obéit aussi à une certaine constance historique.

Les États-Unis ne sont pas guéris d'avoir, en 1945, mis fin à la guerre contre le Japon par le moyen de bombardements atomiques. Ils oublient — certains n'ont jamais compris — que pour une puissance comme l'impérialisme japonais, il y a un peu plus de vingt ans, aucune autre alternative ne pouvait se présenter que de dominer ou de capituler. Le peuple vietnamien n'est pas dans ce cas. Il ne veut dominer que son propre destin. Première différence capitale.

Eisenhower lui-même, lorsqu'il commandait les forces des démocraties liguées contre Hitler, concevait la victoire comme le résultat d'un pur rapport de forces. La manière dont il raconte lui-même cette grande aventure collective, dans « Croisade en Europe », montre une sorte d'entrepreneur de démolition, qui ne se résout à l'assaut sur le continent européen que lorsqu'il possède la certitude que les moyens accumulés surclassent ceux de l'adversaire, avec une marge de sécurité énorme. Il est évident que si les Vietnamiens raisonnaient comme l'ex-président, ils n'auraient jamais pris les armes ou, les ayant prises, les auraient déposées depuis longtemps. Seconde différence, qui fait du chantage atomique une



Le pari que les États-Unis ont déjà perdu...

illusion infiniment plus grosse de conséquences que l'illusion de la capitulation par les bombardements « conventionnels » sur le Nord-Vietnam. **Danger pour le monde**

Voilà pourquoi, si l'opinion en Amérique n'arrive pas à échapper au vertige de la force devenue folle, l'opinion mondiale a pris ces jours-ci une conscience plus juste des dangers que la poursuite de la guerre américaine et les conseils incongrus d'un Eisenhower font courir au monde.

Le pape, le secrétaire général de l'O.N.U. ne jouent pas la comédie lorsqu'ils lancent des cris d'alarme et d'angoisse. Ce sont plutôt tous ceux qui feignent de croire que la guerre du Vietnam reste une guerre locale qui jouent.

Les Chinois ne croient déjà plus que le conflit puisse être localisé bien

longtemps ; c'est à cette lumière qu'il faut suivre l'évolution de la ligne du Parti communiste chinois.

Les Vietnamiens les plus humbles, les plus privés de moyens de se faire entendre, ne le croient pas eux-mêmes lorsqu'ils prêtent leur figuration à cette pantalonade des « élections » organisées par le général Ky ; une affaire qui les dépasse infiniment dispose d'eux. Quel argument on pourra tirer, à Washington, de ces « participations massives », ce n'est plus l'affaire de ces figurants. Mais la farce est quand même trop mince pour que quoi que ce soit ait changé, en mieux ou en pis. Dans les calculs de Johnson, c'est un coup pour rien. Un échec « électoral » avoué aurait signifié que l'on a commencé à penser froidement à Washington. Il n'en est rien.

Suite de la page 5

Si l'on considère qu'il en sera de même en 1966, l'augmentation réelle du pouvoir d'achat ne devrait guère dépasser, pour les agents du secteur public, 1,5 % au lieu de 3 % prévus par le V^e Plan !... A cette objection des syndicats, M. Pisani a répondu que le Plan n'avait qu'un caractère indicatif et que ses objectifs n'étaient pas nécessairement atteints. Voilà qui justifie l'exigence d'un contre-plan plus efficace et plus favorable aux salariés !

Les syndicats se plaignent que les procédures Toutée n'aboutissent qu'à une parodie de discussion et que leurs mandants fassent les frais de la « politique des revenus ». D'où la bataille engagée dès que les résultats de la deuxième phase des réu-

nions des commissions Grégoire ont été connus (la troisième consiste théoriquement en une discussion entre les syndicats et les directions des entreprises nationales pour la répartition de la masse salariale arrêtée par le gouvernement).

La riposte des syndicats consiste à lancer des grèves successives dans les différents secteurs relevant de l'État. A cet égard, les positions de la C.G.T. et de la C.F.D.T., d'une part, de F.O., d'autre part, se sont rapprochées, au point de rendre possible une action commune.

C'est ainsi que les fédérations intéressées se sont mises d'accord pour déclencher une grève des cheminots du jeudi 17 mars à 0 heure au vendredi 18 à 16 heures, les agents de tous les services étant appelés à brayer une journée au cours de cette période.

Livres

L'humiliation de Lucien Bodard

Michel Joch

C'EST une longue très longue histoire, pleine de fureur et de bruit, la guerre d'Indochine nous l'avons vécue et faite sans y prêter beaucoup d'attention. Il a fallu le coup de tonnerre de Dien Bien Phu et ces longues files de prisonniers français dans la jungle pour que l'on commence à s'apercevoir que là-bas, si loin, commençait un mouvement mystérieux qui s'appelait la décolonisation.

Lucien Bodard, qui fut correspondant pendant toute la période française de la guerre au Vietnam, a rapporté dans ses carnets assez de notes pour pouvoir reconstituer ce que fut réellement l'histoire de la lutte d'un peuple qui voulait sa liberté, contre un autre qui, habitude, bêtise, s'y refusait.

Bodard, je l'ai déjà écrit lors de la sortie de son premier livre, *L'Enlèvement*, n'est pas un écrivain, il a raconté comme il respire ; son style saccadé, les redites, l'idée qui se cherche, tout cela n'est pas pur exercice bien léché, mais quelle vie ! Qu'elle extraordinaire fresque. L'Enlèvement, c'était l'installation du corps expéditionnaire dans sa petite vie bien pénarde. La guerre, bien sûr, mais contre les paysans sans armes, ou presque, on tenait solidement les bases, les villes, les gros villages ; vaille que vaille, les convois passaient, pas la nuit, car la nuit ne nous appartenait déjà plus ; mais quelle importance, puisque pour les Français la nuit indochinoise ça n'était pas les Nahqués se glissant silencieusement, mais les bordels, le « Grand Monde », les filles faciles, l'opium, le rêve, l'exotisme.

Ho Chi Minh était terré dans un trou, préparant ses lendemains ; Giap, dans la jungle, formait sa future armée. A Paris, les ministres impatients à l'approche des élections demandaient si c'était bientôt fini cette drôle de guerre : on avait besoin des soldats pour défilé au 14 juillet.

Tout semblait presque gagné. Pourtant, « L'HUMILIATION » (1) n'était pas loin.

A Saïgon, qui trafiquait déjà et beaucoup en ces années 48-49, la guerre c'était le moteur du commerce et incidemment un spectacle lorsqu'on allait le soir voir les villages brûler de l'autre côté du fleuve. Rien de plus !

Personne ne savait, ne voulait savoir que de Chine parvenaient d'étranges nouvelles : l'effondrement de Tchang Kai Chek, l'approche aux frontières, à marches forcées, d'une énorme armée, inimaginable, qui ne ferait qu'une bouchée du pauvre corps expéditionnaire. Raisonnablement des militaires. Premier temps : les

communistes ne vaincront jamais, en Chine, le peuple est trop individualiste.

Deuxième temps : tant mieux si les communistes prennent le pouvoir, nous pourrions négocier avec eux car ils ont besoins des Français.

Troisième temps : le plus imbécile. Qu'ils viennent. « Le général Carpentier se dérange pour aller rendre visite à ses troupes de la frontière. Comme toujours, il a les rides et les tics de la confiance. Mais comme toujours, au fond de lui-même, il a des doutes, il craint un « pépin ». C'est ainsi qu'il se laisse entraîner à dire aux officiers chargés d'arrêter la vague jaune : « Ce sera peut-être l'avalanche. Il pourra y avoir un millions de Chinois, deux millions de Chinois. L'on ne sait pas. Dans ce cas il nous faudrait des renforts. »

Puis le général Carpentier, ayant réfléchi, ajoute sereinement : « Je pourrai peut-être vous envoyer une compagnie... »

Les Chinois ne viennent pas, ils s'arrêtent à la frontière. Les généraux poussèrent un gros soupir. Pourtant, à dater de ce jour, la guerre était perdue. Déjà, elle changeait imperceptiblement de visage. Le Vietminh, équipé, entraîné par les Chinois, commençait lentement à grignoter le terrain et les hommes, nuit par nuit, embuscade par embuscade. Les légionnaires perdaient de leur superbe, bientôt ce ne seront que des troupes exténuées, traquées en proie à la peur, qui combattront les rebelles jusqu'à ce jour aussi important que Dien Bien Phu, ou par panique et bêtise du haut commandement se produira la catastrophe de Cao-Bang : deux colonnes fortes de centaines d'hommes anéanties dans la jungle et, pour le R. C. 4, la route de la mort. A partir de ce jour-là et malgré le sursaut de De Lattre, la guerre d'Indochine ne sera plus qu'une suite de désastres. Tant d'hommes et d'énergie perdus !

Les Américains prendront la relève bientôt. Déjà, ils sont là, jouant un drôle de jeu, un sale jeu, essayant de paraître comme les champions de la liberté et de la démocratie, démolissant les Français quand ils le peuvent. Seulement, et c'est un présage, leur inexpérience les rend peu dangereux.

« Très souvent les Américains se coulent d'eux-mêmes. Pas besoin d'intervenir, raconte un officier du Deuxième Bureau. Récemment, j'ai conduit deux officiers U.S. dans un poste uniquement tenu par des partisans jaunes. Le sergent vietnamien qui le commandait avait fait préparer en notre honneur un repas somptueux de cochon au sucre, de filet de

crevettes et de racines, le tout arrosé d'un nuocman particulièrement puant. A cette vue, les amerloques ont frémi ; puis en s'excusant, ils ont sorti de leurs serviettes de cuir des paquets hermétiques enveloppés de cellophane, contenant une nourriture sans microbes. Le sous-officier annamite a blémi quand ils se sont mis à manger leurs sandwiches hygiéniques sans toucher aux plats qu'il leur offrait, il était mortellement offensé. Les Américains ne seront pas dangereux tant qu'ils craindront d'attraper la dysenterie. »

C'est peut-être à travers l'anecdote que l'on voit le mieux l'histoire s'ébaucher. Bodard a tout vu, tout entendu, tout noté. Bao Daï et son intelligence perverse, Carpentier al-

lait acheter une carte de l'Indochine, pour voir « où ça se trouvait » ; quand il fut nommé commandant en chef.

Tout noté : les erreurs, les bêtises, le j'm'enfoutisme, les tripatouillages sur les piastres, les coucheries des A.F.A.T. et des autres, cette immense pagaille, ce Saïgon fascinant et pourri. Dix ans d'illusions de veulerie et d'héroïsme aussi, dix ans d'une société faite pour gagner de l'argent et uniquement cela, payant des mercenaires pour la défendre contre un peuple entier qui voulait sa liberté.

Tout cela s'est écroulé et pourtant la tragédie continue, avec d'autres acteurs. Oui, c'est une longue, très longue histoire pleine de fureur et de bruit. Lisez *L'Humiliation*, vous la comprendrez mieux.

Théâtre

Sartre : au bout du mal

Claude Glayman

J E me souviens des premières représentations des *Séquestrés* en 1959 : nous étions militaires, l'avions été ou devions l'être. La pièce de Sartre était emplie de nos interrogations. Six ans ont passé, la France commence à être sérieusement touchée par les « bienfaits » de l'« affluent society ». Qu'est devenue notre responsabilité ou, mieux, qu'elle est notre attitude face aux œuvres qui la mettent en question ? C'est ce que je me demandais, casé dans un fauteuil à l'Athénée, en lisant un programme où l'auteur et le metteur en scène (F. Périer) plaident pour un apurement du spectacle dégagé d'une actualité immédiate. Ajoutons que, par une terrible ironie de l'Histoire, on redonne *Les Séquestrés d'Altona* à un moment où la presse évoque quotidiennement des cas de tortures... mais cette fois-ci pratiquées en sens inverse, par des Algériens, contre quelques Français et beaucoup d'autres Algériens !

Pourtant ne serait-ce cet éclairage imprévu, la pièce de Sartre recèle une série de dimensions qui n'avaient pas été bien discernés en 1959. Théâtre « bourgeois », abstrait, l'œuvre est fortement centrée sur le personnage de Frantz von Gerlach, ce qui accentue encore la performance de Reggiani qui a repris le rôle. Frantz vient s'ajouter à la galerie déjà nombreuse et diversifiée des héros sartrien : Hugo, Goetz, Kean, etc. Or, chose curieuse et qui fait sans doute le prix de l'art sartrien, ces hommes, nés d'abord de leur idée, qui parlent souvent en langage de philosophe, ces hommes avant tout thématiques présentent cette exceptionnelle supériorité



Un nouvel éclairage.

rité d'exister. Frantz, si l'on peut dire, crève l'écran. Sa névrose, qui m'avait autrefois paru arbitraire, m'a semblé, cette fois, attachante, profondément réelle, humaine. Certes, elle permet des gratuités de langage, mais, à travers ces entrecroisements de mots à l'état libre, se bâtit tout le système de Frantz. Méditation à boulet rouge sur le mal, la souffrance, la torture, l'acte, etc. Bref, les thèmes courants de Sartre qui, pour les toucher, ne passe pas par les allégories de tant de dramaturges actuels. En ce sens, si le théâtre de Sartre est « bourgeois », traditionnel, il demeure plus directement réaliste, Frantz n'est pas non plus le fou lucide des machines shakespeariennes, dont la folie n'est que le commentaire de la déraison des autres personnages. Non, il est le névrosé, produit historique d'une société et de ses mythes. Et à voir Frantz se débattre, je ne pouvais m'empêcher de le rapprocher de l'asile psychiatrique où Samuel Fuller vient de filmer quelques-uns des grands types de la névrose américaine (voir *Shock Corridor*).

Ce qui est représenté, c'est le monde où la torture naît et, en retour, se reflète, une fois accomplie. Au premier plan, bien sûr, l'Allemagne et tout son héritage économique-politique. La continuité de l'Allemagne pendant et après le nazisme prend même une consistance théâtrale, et il n'y a que l'idéaliste Frantz pour vouloir en figer le destin. Mais si on ne peut exiger réparation des pays, quelques hommes sont les témoins par lesquels la tragédie continue son chemin. Quelques hommes, la demi-douzaine

de séquestrés, sorte de prototype de nous-mêmes ! Car Sartre, qui refuse une explication « marxiste mécaniste », trouve aussi, sinon surtout dans notre morale, dans notre « idéologie » les raisons du mal. Pour les von Gerlach, c'est avant tout l'orgueil légué par quelques siècles de puritanisme luthérien. « Tout valait mieux que l'impunité » Frantz recherche l'acte véritable, indépendant, la liberté, motivé non seulement par une volonté humaine naturelle, mais par la hauteur d'une religion individua-

Musique

Wagner : réalisme ou abstraction

Bernard Sizaïre

DE la scène de l'Opéra plongée dans l'obscurité n'émergeait que le visage de Léonore, cerné par le mince faisceau d'un projecteur. Pendant une heure, du haut des galeries, j'allais suivre péniblement cette tache lumineuse. Et soudain, dans l'éclatant soleil de tous les projecteurs s'avancèrent les prisonniers, d'abord hébétés, puis transfigurés par cette lumière généreuse. Ce contraste brutal, en donnant au *Fidélío* de Beethoven une dimension nouvelle affirmait une des plus riches personnalités du théâtre. Le public parisien siffla Wieland Wagner au rideau final.

Dans l'Europe meurtrie, dans l'Allemagne dévastée, le goût du théâtre et de la musique n'avaient pas disparu en 1945. On se souvient de la floraison de petites salles sur la rive gauche parisienne. On sait que le Festival d'Avignon et la création du T.N.P. n'ont suivi que de quelques années la fin de la guerre. On n'ignore pas que Brecht avait regagné Berlin pour y fonder l'inoubliable Berliner Ensemble.

Pendant ce temps, Wieland et Wolfgang Wagner, petit-fils du musicien, décidaient de rouvrir Bayreuth et de recommencer le Festival le plus célèbre de l'avant-guerre. C'était un pari audacieux, après la défaite de l'Allemagne, que de vouloir ressusciter ce que certains considéraient comme un des temples du pangermanisme. Les fervents wagnériens risquaient d'être assimilés aux néo-nazis ; sans doute parce qu'on n'avait jamais voulu comprendre Wagner. Avec une intuition rare, les frères Wagner, conscients des bouleversements et de l'évolution de l'art scénique, tournèrent radicalement le dos aux conceptions traditionnelles du théâtre lyrique et dans

leur volonté de renouvellement confèrent à l'œuvre de leur aïeul une pureté et un pouvoir étonnants.

L'auteur de *Tristan* avait des conceptions théâtrales avancées qui s'exprimèrent principalement dans « Opéra et Drame ». Reprochant à ses confrères d'avoir pris le moyen pour le but, il considérait la musique dans le drame lyrique comme un des moyens d'expression au service du drame. Mais s'il accorda une grande importance à la qualité du texte, à la valeur dramatique des chanteurs et à l'architecture théâtrale, il négligea les éléments visuels du spectacle, auxquels il ne confia qu'une fonction décorative.

Que la lumière soit ?

Au style réaliste et surchargé qui prévalait avant-guerre, Wieland Wagner décida d'opposer son contraire. Austérité et abstraction allaient devenir les bases du Bayreuth moderne. En homme de théâtre total, Wieland voulut assurer la totalité des éléments du spectacle : mise en scène, décors, costumes et éclairages. Sans doute, en secret, a-t-il souvent regretté de n'être pas aussi chef d'orchestre. Cette polyvalence donnait au spectacle une unité jamais atteinte et faisait du metteur en scène un personnage tout-puissant. W. Wagner justifiait l'importance croissante de la mise en scène par la nécessité de rendre l'opéra compétitif avec le cinéma et la télévision.

Il est certain que ce style abstrait qui se perfectionna pendant quinze ans constituait la solution la plus logique aux inextricables problèmes posés par la représentation de *Parzifal* ou de la *Tétralogie*. Mais en dehors des facilités apparentes qu'il a permises à des mauvais émules, il reposait chez Wieland sur d'incontestables exigences esthétiques.



Un grand acteur au service d'une grande œuvre.

Cinéma

La guerre est finie

Marc Echeverry

IL est une critique qui se veut tellement dans le vent — à gauche comme à droite — qu'elle n'a plus comme arguments que les exclusives. Les nouveaux venus furieusement découverts et défendus se voient tout aussi rapidement exclus du cercle des admirateurs.

On ne peut, semble-t-il, aimer tout à la fois Lelouch et Resnais. C'est pourtant ce qu'il m'arrive. n'en déplaise à ceux, qui, au nom du premier, viennent de rejeter le second. L'affaire est d'autant plus surprenante, que Resnais vient de faire un de ses films les plus achevés, sur un sujet éminemment difficile. Et s'il est vrai, que son film est plus classique dans sa forme que les précédents, il faut être d'une singulière mauvaise foi, pour ne pas saluer la maîtrise de l'écriture, et la signification profonde dans l'évolution de Resnais de ce film. A ce titre au moins, « La guerre est finie » méritait une étude sérieuse (soit dit en passant quand, évoquant certaines scènes du film, on parle comme M. Cournot « d'amour à la Duvié », on fait une jolie phrase, mais qui ne veut strictement rien dire. A moins qu'on n'ait vu aucun des films de Duvié.)

Ce n'est pourtant pas sur cet aspect du film que je voudrais insister.

En réalité, nombre de critiques ou de spectateurs qui se croyaient avertis ont été choqués par les problèmes politiques que soulève le film.

Pour tout dire si « l'Espagne au

cœur » du poète fut une formule belle et politique à la fois, elle a aujourd'hui, compte tenu de l'histoire et de nos responsabilités dans la situation de l'Espagne d'aujourd'hui, quelque chose d'indécent. Mais en outre elle fait écran, et empêche littéralement à beaucoup de voir les mutations en profondeur de la société espagnole.

Diégo, héros du film, lui, les perçoit puisque en missions fréquentes en Espagne, et c'est en fonction d'elles qu'il juge les méthodes de lutte proposées et les estime inadaptes à la nouvelle situation. Qu'il en souffre, c'est l'évidence. Mais pas en fonction d'une simple divergence entre l'opposition intérieure et l'émigration. Plus profondément, au niveau du gaspillage des forces, et des hommes qui s'usent dans un combat douteux. C'est cette angoisse qui pèse physiquement tout au long du film. Tous les détails de la vie du clandestin en prennent une dimension nouvelle. Car ce clandestin-là, qui fait son métier de révolutionnaire depuis de longues années, doute pour la première fois, non du sens général de la lutte, mais du cadre dans lequel elle est enfermée.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Fahrenheit 451

Afrique

Les révoltés d'Accra

Manuel Bridier

NON, le coup d'Etat militaire qui vient d'éclater au Ghana n'est pas un coup d'Etat comme les autres ! Non, le président Nkrumah n'est pas seulement le neuvième chef d'Etat africain renversé par la force en quelques années ! Ce qui vient de se passer à Accra est beaucoup plus grave.

Jusqu'ici, à l'exception de Ben Bella, les présidents renversés n'étaient pas des figures mondiales. Ce n'étaient que des politiciens locaux, souvent corrompus, toujours usés par le pouvoir et les compromis, ou plutôt les compromissions, avec les puissances d'argent. Quelquefois, comme pour Youlou, à Brazzaville, c'est un mouvement populaire qui les abattait. D'autre fois, comme pour Tafawa Balewa, au Nigéria, un coup d'Etat militaire devançait le mouvement des masses en substituant un « pouvoir fort » au gouvernement décrié. D'autres fois encore, comme pour Dacko, en République Centrafricaine, ce sont des intrigues de cour, des conflits internationaux, des machinations de services secrets, qui remplaçaient brusquement un potentat par un autre, jugé plus docile aux Etats-Unis.

Par le fer et par le feu

Le renversement de Nkrumah est d'une autre ampleur. Il s'inscrit dans la lignée des crimes par lesquels le régime capitaliste assure sa domination, par-delà les structures juridiques du colonialisme : l'assassinat de Lumumba au Congo, l'assassinat d'Oum Nyobé au Cameroun, l'assassinat de Ferhat Ached en Tunisie, l'assassinat de Ben Barka pour le Maroc, l'invasion du Guatemala et de Saint-Domingue, les massacres en Colombie ou au Venezuela, les bombardements au Vietnam...

Partout dans le monde, par le fer et par le feu (et même par le poison, avec l'assassinat de Félix Moumié à Genève), le grand capital a frappé sans merci tous ceux qui l'ont menacé d'une manière quelconque, même insuffisante et maladroitement, tous ceux pour qui la libération a signifié autre chose que le néo-colonialisme, c'est-à-dire la même domination économique sous le couvert de l'indépendance.

Que ce soit aujourd'hui le cas avec Nkrumah, il suffit d'entendre s'élever les cris de joie à Washington, à Londres (et même sur les antennes de l'O.R.T.F.) pour en être convaincus.

Non certes que Kwamé Nkrumah

soit un leader sans reproche. Non que le Ghana soit le modèle du socialisme africain. Tels qu'ils étaient, cependant, Nkrumah et son régime constituaient quelque chose de différent, quelque chose de meilleur, un obstacle à la suprématie néo-colonialiste sur l'Afrique.

Lorsqu'on arrivait à Accra, comme je l'ai fait, en venant du Nigéria, par exemple — alors, comme aujourd'hui, le grand favori du capitalisme américain — le changement était éclatant. Bien sûr, il y avait peut-être plus de richesse à Lagos, mais il y avait moins de misère à Accra. La différence des niveaux de vie sautait aux yeux dans les équipements sociaux, dans la propreté de la ville, dans l'aspect même de ses habitants. Les statistiques officielles de l'O.N.U. (Statistical year Book 1964) confirment d'ailleurs cette impression : avec 200 dollars par habitant et par an, le revenu national du Ghana se place en tête en Afrique, il est proche de celui des pays pauvres d'Europe.

Le Ghana est le seul pays d'Afrique (et peut-être le seul pays sous-développé au monde) dont le premier programme d'industrialisation a pu être financé sans un centime d'aide extérieure. Des réalisations aussi importantes que la construction de la nouvelle université d'Accra et l'édification à Tema d'un port moderne de 35.000 habitants ont été financés entièrement à l'aide de ressources ghanéennes. La ville de Tema à elle seule a coûté 25 millions de livres. Quant au barrage hydroélectrique de la Volta, inauguré il y a quelques semaines, il n'a bénéficié d'aide étrangère, sous forme de prêts exclusivement, que pour 35 millions de livres sur un total de 70 millions.

Cet effort a été pénible, certes. Les réserves extérieures sont aujourd'hui épuisées. Mais la capacité de production est la plus élevée du continent africain. Avec une franchise admirable (ou un cynisme écrasant ?), le commentateur de « Cinq colonnes à la une » expliquait vendredi dernier que l'économie ghanéenne allait maintenant pouvoir profiter de cet équipement parce que les capitaux étrangers auraient désormais confiance. Autrement dit, le capitalisme va pouvoir mettre main basse sur le profit du travail et de la peine du peuple ghanéen, après avoir organisé l'étouffement de son économie en lui refusant les concours si généreusement accordés à des pays dont le potentiel économique est infiniment moins so-

lide. Et c'est ainsi que le néo-capitalisme aura « démontré » qu'il n'existe pas d'autre voie de développement pour les pays du Tiers Monde.

Les erreurs de l'ancien régime

Bien entendu, comme à Alger avec Ben Bella, cette « démonstration » a été facilitée par les faiblesses et les erreurs de l'ancien régime : la bureaucratie, le culte de la personnalité. Bien entendu, de nombreux Ghanéens s'imaginent aujourd'hui que les choses vont aller mieux et que les prix vont baisser, parce qu'on est rentré dans la grande famille occidentale. Ils ne font ainsi que partager les illusions, entretenues à coups de milliards par la Voix de l'Amérique, dont furent victimes avant eux ces milliers de Tchèques, de Hongrois ou de Roumains qui ont déserté l'édification de leur pays pour venir à l'Ouest et pour y mener la vie misérable des réfugiés, ces mendiants de l'Assistance publique internationale.

Quant à la dictature, les alliés du général Ky et du président Salazar pourraient en parler avec une certaine pudeur. Le régime d'Accra n'était d'ailleurs ni plus ni moins dictatorial que celui de bien des capitales africaines. La différence était dans l'usage et dans l'orientation de cette dictature. Que cet usage soit une erreur, cela est possible, mais cela regarde les seuls défenseurs du socialisme et non les valets du grand capital, pour qui les pires dictatures sont excellentes, pourvu qu'elles sauvent leur argent.

Quoi que l'on dise aujourd'hui, ce n'est pas son « extrémisme », c'est au contraire son ambiguïté qui a miné l'expérience du Ghana, comme celle d'Algérie. A côté de militants orientés vers le socialisme, la bourgeoisie mercantile et le capitalisme étranger lui-même gardaient leur pouvoir tandis qu'une grande partie de la bureaucratie d'Etat ne songeait qu'à monnayer sa compétence, réelle ou supposée, auprès des anciens maîtres colonialistes. Depuis quelques temps, cependant, ces problèmes étaient posés dans le parti, dans la jeunesse et dans les syndicats ; un travail de formation était entrepris.

Périls et responsabilités

En abattant Nkrumah, les nouveaux maîtres militaires, formés par les Anglais et payés par les Américains, ont d'abord voulu mettre fin à cet effort de redressement. Pour le capitalisme international, c'est la disparition d'un mauvais exemple. Pour la « diplomatie » américaine, c'est une voix de moins en faveur de la Chine aux Nations Unies. Pour les combattants des colonies portugaises, pour les résistants d'Afrique du Sud, c'est la perte d'un soutien actif. Pour les criminels de guerre de Johannesburg et de Lisbonne, c'est l'éviction d'un ennemi exécuté.

Pour les pays socialistes, enfin, pour toutes les forces socialistes dans le monde, c'est le rappel d'un péril et d'une responsabilité. Quatre pays en Afrique noire, le Mali, la Guinée,

la Tanzanie, et le Congo-Brazzaville sont aujourd'hui les derniers obstacles à la contre-révolution coloniale dirigée par Washington (qui en profite d'ailleurs pour éliminer les colonialismes concurrents). Ces pays ont leurs faiblesses. Ces régimes ont leurs défauts. Mais ils sont aujourd'hui menacés d'agression. Ils doivent pouvoir compter sur le soutien inconditionnel, sur la vigilance active de toutes les forces de progrès.

Ce n'est pas seulement l'avenir de Conakry ou de Dar-ès-Salam qui est en cause. La bataille d'Afrique n'est qu'un aspect de la guerre implacable, ouverte sur les champs de bataille ou larvée dans les labyrinthes de la coexistence pacifique, entre l'avenir socialiste et le passé capitaliste de l'humanité. C'est en cela surtout, c'est dans la mesure où elle peut changer le rapport des forces mondiales qu'elle concerne aussi les travailleurs de Turin, de Paris ou de Liverpool, qu'elle est aussi notre affaire.

Lorsqu'on arrivait à Accra, comme je l'ai fait, en venant du Nigéria, par exemple — alors, comme aujourd'hui, le grand favori du capitalisme américain — le changement était éclatant. Bien sûr, il y avait peut-être plus de richesse à Lagos, mais il y avait moins de misère à Accra. La différence des niveaux de vie sautait aux yeux dans les équipements sociaux, dans la propreté de la ville, dans l'aspect même de ses habitants. Les statistiques officielles de l'O.N.U. (Statistical year Book 1964) confirment d'ailleurs cette impression : avec 200 dollars par habitant et par an, le revenu national du Ghana se place en tête en Afrique, il est proche de celui des pays pauvres d'Europe.

Le Ghana est le seul pays d'Afrique (et peut-être le seul pays sous-développé au monde) dont le premier programme d'industrialisation a pu être financé sans un centime d'aide extérieure. Des réalisations aussi importantes que la construction de la nouvelle université d'Accra et l'édification à Tema d'un port moderne de 35.000 habitants ont été financés entièrement à l'aide de ressources ghanéennes. La ville de Tema à elle seule a coûté 25 millions de livres. Quant au barrage hydroélectrique de la Volta, inauguré il y a quelques semaines, il n'a bénéficié d'aide étrangère, sous forme de prêts exclusivement, que pour 35 millions de livres sur un total de 70 millions.

Cet effort a été pénible, certes. Les réserves extérieures sont aujourd'hui épuisées. Mais la capacité de production est la plus élevée du continent africain. Avec une franchise admirable (ou un cynisme écrasant ?), le commentateur de « Cinq colonnes à la une » expliquait vendredi dernier que l'économie ghanéenne allait maintenant pouvoir profiter de cet équipement parce que les capitaux étrangers auraient désormais confiance. Autrement dit, le capitalisme va pouvoir mettre main basse sur le profit du travail et de la peine du peuple ghanéen, après avoir organisé l'étouffement de son économie en lui refusant les concours.